

L'action héroïque d'Oxfam America (2e partie)

**Partage international n° [457](#) -
Septembre 2026**

Interview de Abby Maxman

par McNair Ezzard

Abby Maxman est présidente-directrice générale d'Oxfam America. Son travail l'a conduite dans plus de 70 pays et l'a amenée à s'attaquer à des défis majeurs, allant de la période de l'apartheid en Afrique du Sud aux épidémies de VIH/sida et d'Ebola en Afrique subsaharienne, en passant par l'insécurité alimentaire chronique en Éthiopie. Elle a participé aux efforts de secours et de reconstruction après le génocide au Rwanda, et a dirigé des interventions humanitaires de grande envergure en Haïti et en Éthiopie. Elle a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'égalité des sexes et de la justice climatique, la lutte contre les inégalités et la mise en œuvre de l'ambitieuse stratégie 2030 d'Oxfam America. Elle a été interviewée pour la revue *Partage international* par Mc Nair Ezzard.

***Partage international* : Mis à part Gaza, quels sont actuellement selon vous, les principaux foyers de crise dans le monde en matière d'insécurité alimentaire et de pauvreté ?**

Abby Maxman : Certains de ces foyers de crise sont des zones où se conjuguent conflits, changements climatiques et autres facteurs. L'épidémie dévastatrice d'Ebola, qui a pris naissance en République démocratique du Congo (RDC) et qui se propage actuellement, est l'une des crises que nous suivons de près et à laquelle nous apportons notre contribution avec nos partenaires.

Nos efforts en matière d'eau et d'assainissement, de santé communautaire et bien plus encore – ce travail est essentiel pour sauver des vies, instaurer la confiance au sein des communautés et empêcher la propagation de la maladie. En l'absence de vaccin, c'est véritablement l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour faire face à cette crise.



*Kit d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène
(photo : Oxfam)*

Il y a un an, j'étais sur place. C'était une semaine après que le président Trump eut réuni les ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda dans le Bureau ovale pour signer un accord de paix. Fantastique. Nous y sommes tous favorables. J'ai rencontré ce ministre des Affaires étrangères lors de mon séjour.

Nous savons tous que la paix ouvrira la voie au développement et à l'autonomie des populations. Les gens veulent la paix. Personne ne veut dépendre de l'aide. D'un côté, il y a eu la signature d'un document dans le Bureau ovale, mais de l'autre, le retrait d'une aide qui aurait pu contribuer à soulager la population au moment où elle en avait besoin. Cela sape les perspectives que l'administration prétend vouloir favoriser. Nous aimerions beaucoup pouvoir célébrer un accord de paix durable. Mais pour y parvenir, il faut miser sur les populations, leur développement, leur dignité et leur sécurité.

Nous constatons déjà les conséquences de l'épidémie d'Ebola : elle coûte des vies. Soixante-dix pour cent des opérations humanitaires menées dans l'est de la République démocratique du Congo ont été brutalement interrompues du jour au lendemain, semant le chaos. La riposte à Ebola a été retardée et entravée en raison des coupes budgétaires imposées par les États-Unis et d'autres pays – avec des conséquences mortelles.

Le conflit au Soudan continue de faire parler de lui. Effectivement, de l'autre côté de la frontière, au Soudan du Sud, la conjonction du conflit, du changement climatique, de l'instabilité économique et des populations déplacées crée une situation catastrophique pour les familles qui n'ont pas accès à suffisamment de nourriture. Il y a donc des dangers

réels au Soudan du Sud et en Somalie.

Je sais que cela peut sembler décourageant pour beaucoup. Pourquoi ne résolvons-nous pas le problème ? Nous savons que l'aide humanitaire, à elle seule, n'a jamais été conçue comme une solution permanente à la pauvreté et aux inégalités. Mais le principe même de l'action humanitaire, qui consiste à sauver des vies puis à investir dans l'avenir des personnes, en les aidant à se remettre sur pied et à reconstruire leur vie, fait partie intégrante du processus de développement.

Nous avons constaté des progrès au fil des décennies, jusqu'à ces dernières années. Nous devons continuer à être présents et à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour intervenir, et à faire pression sur nos dirigeants pour leur montrer que la vie de ces personnes compte pour nous, et que nous savons qu'ils ont le pouvoir de transformer leurs conditions de vie.



*Salama Taga dirige une association de jeunes à Rwampara, dans la province d'Ituri en RDC. Cette association contribue à sensibiliser la population au virus Ebola
(photo : Azaria Muhongya, Oxfam)*

PI. Est-ce que le fait de se demander « que fait l'Onu dans tout cela ? » témoigne d'une certaine ignorance ?

AM. Ce n'est pas du tout de l'ignorance. C'est un élément essentiel d'un écosystème. L'Organisation des Nations unies est financée par ses États membres. Le gouvernement américain a réduit le financement accordé à diverses organisations, y compris l'Onu. Il s'est engagé à verser des fonds à l'Onu, mais en lui imposant des conditions qui servent son programme politique.

Nous avons tous œuvré, pendant des décennies, à mettre en place des mécanismes importants et fondamentaux pour coordonner l'aide humanitaire, consolider la paix et favoriser le développement dans les pays en crise ou qui ont besoin d'aide. À l'heure

actuelle, nous nous trouvons tous dans un écosystème similaire où la manière dont nous apportons l'aide, le développement et le soutien a été bouleversée. La manière effroyable par laquelle l'aide a été démantelée, a contraint tout le monde à trouver comment se réorganiser.

Chez Oxfam, les pressions sont énormes concernant le financement, les activités et le travail que nous menons. Nous sommes désormais contraints de faire des choix impossibles pour déterminer qui bénéficiera de l'aide et qui en sera privé.

PI. Oxfam s'engage dans plusieurs domaines de préoccupation, tels que la justice économique et raciale, la promotion d'une fiscalité équitable, la sensibilisation des citoyens aux conséquences de céder le pouvoir à des oligarques ; la crise climatique, les droits des femmes et la justice de genre. Pourquoi est-il important pour Oxfam de se concentrer sur ces domaines ?

AM. Notre histoire remonte à plus de 80 ans. Nous sommes fiers d'être une organisation fondée sur la recherche de preuves et l'apprentissage. Jusqu'au lancement de notre stratégie actuelle, nous nous concentrons sur la pauvreté et la faim. Ces enjeux demeurent d'actualité, mais nous y avons spécifiquement ajouté celui des inégalités. Nous luttons contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice. L'un ne va pas sans l'autre. L'aggravation des inégalités, les inégalités de revenus, les questions de genre et de justice climatique sont toutes étroitement liées.

Nous nous intéressons aux droits et à la dignité, ainsi qu'aux implications humanitaires, et nous savons qu'il existe un lien direct avec la question des politiques favorisant l'aggravation des inégalités et celle des systèmes fiscaux équitables. Au fil des ans, nous avons assisté à une mainmise politique des ultra-riches, qui se traduit par des décisions accordant des allègements fiscaux aux plus fortunés tout en supprimant les infrastructures de soutien social de base destinées aux personnes pauvres et marginalisées à l'échelle mondiale.

Nous adoptons donc une approche systémique pour lutter contre les inégalités et la pauvreté, tout en aidant les personnes là où elles se trouvent. Cette double approche, qui consiste à s'attaquer à la fois aux causes et aux conséquences, est au cœur de notre action et de notre manière de travailler. Nous fournissons un ensemble de témoignages et publions des rapports afin d'influencer les décideurs politiques au niveau mondial et les gouvernements partout dans le monde.

Pour nous, le gouvernement américain est un acteur important. Mais une partie de notre action, menée dans 75 pays à travers le monde, consiste à travailler avec les gouvernements du Nord et du Sud, là où nous pouvons influencer les politiques publiques et promouvoir des politiques fiscales équitables. Personne ne pense que les plus riches devraient payer moins d'impôts qu'un travailleur ordinaire. Financer les gouvernements pour qu'ils fournissent des services de base à leur population est essentiel à la prospérité, au développement et à un monde plus égalitaire.

PI. Avec tout ce qui se passe dans le monde, à Gaza et en Afrique, la faim et la pauvreté qui affectent nombre de régions, croyez-vous en la capacité de l'humanité à résoudre les problèmes du manque de nourriture et de la précarité ?

AM. Vous savez, je suis de nature optimiste. Je fais ce travail depuis près de 40 ans, non pas parce que j'ai une foi aveugle, mais parce que j'ai vu à quel point cela aide les populations. J'ai vu la résilience de femmes, de familles et de communautés qui traversent des moments terribles et des tragédies indicibles, et qui font preuve de générosité en accueillant d'autres personnes au sein de leur famille. Elles aident les autres et survivent, avec la volonté de se reconstruire et de s'épanouir.

Je sais que le changement est possible. Je sais que notre action, à l'échelle locale et à l'échelle mondiale, peut vraiment faire la différence. Nous avons la responsabilité de nous battre pour ce que nous savons et croyons être juste, d'investir dans notre humanité commune, d'investir dans des communautés qui méritent un meilleur sort.

Nous voulons être capables de créer un monde meilleur. J'y crois et je sais que c'est possible. Je sais qu'il y a tant de personnes qui ne sont pas d'accord avec ce qui se passe, avec ce que fait l'administration Trump, comme démanteler l'aide américaine (USAID) ou détruire des relations de longue date. Mais je pense que nous pouvons générer un courant de résistance qui renversera la tendance. Nous ne pouvons pas nous laisser abattre et devons continuer à agir. Nous devons nous mobiliser, faire entendre notre voix et utiliser tout le pouvoir, toutes les ressources et toute l'influence dont nous disposons.



Abby Maxman
(photo : Oxfam America)

PI. Que retirez-vous personnellement des combats que vous menez auprès d'Oxfam et de vos années d'expérience ?

AM. Je me sens profondément privilégiée de diriger cette incroyable organisation. C'est tellement épanouissant de se lever chaque jour, de se pencher sur certains des enjeux les plus complexes de notre époque et d'essayer d'aider les populations.

Lorsque j'étais dans l'est de la RDC, j'ai rencontré une femme de 24 ans prénommée Francine, une femme extraordinaire. Elle venait d'être expulsée de force d'un camp de déplacés. Toute sa vie, elle n'a connu que les déplacements, les exils et les conflits. Elle était revenue dans son village, qui n'était pas réputé sûr. Il avait été pillé. Des voisins avaient été tués au sein même de la communauté. Elle ne voulait pas dépendre de l'aide humanitaire. Elle voulait éviter le sort d'autres jeunes femmes qui estimaient n'avoir d'autre choix que de se prostituer pour pouvoir nourrir leur famille. Elle voulait simplement se construire une vie, lancer une petite entreprise afin de pouvoir vendre de la nourriture et des provisions aux membres de sa communauté. Elle voulait mener une vie digne et sûre.

Je sais qu'il y a des gens qui survivent à des épreuves que je ne peux même pas imaginer pouvoir surmonter, qui se lèvent chaque jour avec l'envie de s'en sortir, pour eux-mêmes, pour leur famille et pour

leur communauté. Je ressens un certain devoir, étant donné que je vis dans le pays le plus riche du monde. J'ai la capacité de faire le bien et ce qui est juste, et faire les choses bien compte énormément pour moi. C'est une opportunité très enrichissante qui m'a été offerte.

1. « Oxford Committee for Relief Famine », une organisation fondée en Grande-Bretagne en 1942. La confédération internationale Oxfam a été créée en 1995 par un groupe d'organisations non gouvernementales indépendantes.

Auteur : McNair Ezzard, correspondant de Share International basé à Denver, (États-Unis).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien